

« Les paroles sont une très belle chose, mais les fusils, les mitrailleuses, les navires, les avions et les canons sont des choses plus belles encore. »

MUSSOLINI.

Benito dit tout haut ce que les autres gouvernements soi-disant pacifistes pensent, puisque tous, sans exception, poursuivent la construction accélérée des machines à tuer.

# Le libertaire

Rédaction :  
Administration : Jean Girardin,  
72, rue des Prairies, Paris (20<sup>e</sup>)  
Chèque postal : Jean Girardin 1191-98

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE-COMMUNISTE

ABONNEMENTS AU "LIBERTAIRE"	
FRANCE	ÉTRANGER
Un an... 30 fr.	Un an... 30 fr.
Six mois... 15 fr.	Six mois... 15 fr.
Trois mois... 7 fr. 50	Trois mois... 7 fr. 50
Un trimestre... 2 fr. 50	Un trimestre... 2 fr. 50
L'abonnement est payable d'avance.	
L'abonnement est adressé à J. Girardin 1191-98	

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

Téléph. : Roquette 57-73

## LA SEMAINE SANGLANTE

### Vive la Commune !

Le dimanche 21 mai 1871, la Commune de Paris était trahie par le piqueur des Ponts et Chaussées Ducalet qui, permit aux Versaillais d'entrer dans Paris par le bastion 61 de la porte de Saint-Cloud.

Durant toute la semaine qui suivit, les communards résistèrent âprement, disputant rue par rue le pavé parisien aux troupes réactionnaires. Les plus grands sacrifices, les gestes les plus beaux de dévouement, un acharnement inouï dans la résistance permirent aux ouvriers de la Capitale, d'opposer pendant huit jours une opposition farouche et désespérée à l'envahissement des barbares du capitalisme.

Les barricades furent instantanément dressées à chaque carrefour important qui devaient être prises aux prix de lourds sacrifices. Les ouvriers parisiens sachant que, maintenant leur mouvement était voué à l'échec certain, voulant, du moins, tenter tout ce qui était humainement possible pour ne pas sombrer. Ils étaient vaincus d'avance, mais ils ne voulaient pas accepter la défaite. Ils voulaient défendre leur liberté, leur Commune, l'idéal révolutionnaire s'était incarné en eux et ils possédaient une énergie magnifique à la volonté esclavagiste de tous les assassins ligés contre le travail libéré.

Si, au début du mouvement communard il fut un patriotisme exacerbé qui provoqua l'insurrection, il y avait déjà près de deux mois que la Commune avait fait entendre sa volonté révolutionnaire et internationaliste.

Ce n'était plus contre le prussien, c'était contre le capitalisme, contre tous les tyrans que les travailleurs parisiens hissaient fièrement leur drapeau rouge (hélas ! si galvaudé depuis).

Mais, toute l'énergie dépensée, tous les sacrifices accomplis, tant de vies humaines offertes à la défense de la révolution ne devaient, hélas ! pas empêcher que les saboteurs, les porte-croix et les détenteurs de coffres-forts reconquissent la capitale.

Dès que les troupes versaillaises occupèrent un quartier, elles installaient des cours martiales. Les amis de « l'ordre » avaient depuis longtemps préparé le retour des leurs. Aussi des bourgeois qui avaient tremblé pour leurs pécuniaires, se firent des larmes des sous-dards, les auxiliaires féroces de la répression, arborant, avec les policiers, un brassard tricolore, ils se livraient à une chasse à l'homme impitoyable et quelconque avait des godillots ou seulement les mains calleuses, était emmené devant les juges des cours martiales et passé, peu après devant les pelotons d'exécution qui, durant six jours, n'arrêtaient pas d'accomplir l'œuvre d'assassinat.

Un peu partout, à l'Ecole Militaire, au Luxembourg, à la Monnaie, à l'Observatoire, à l'Ecole de Droit, à l'Ecole Polytechnique, au Collège de France, à la caserne Lobau, à Mazas, à la Roquette, aux Buttes-Chaumont, au Parc Monceau, on fusillait sans relâche.

Mais ce fut le massacre se fit le plus horrible, c'est au cimetière du Père-Lachaise, après l'ultime résistance du 27 mai. Ce n'était plus un massacre, c'était une véritable boucherie. Devant le mur, qu'on appelle maintenant le Mur des Fédérés, c'est par milliers que tombèrent les combattants de la Commune.

C'est pourquoi, voulant chaque année affirmer qu'elle n'oublie pas ceux des siens qui étaient tombés dans la lutte, la classe ouvrière parisienne allait le dernier dimanche de mai défiler devant le Mur pour affirmer, en même temps que le souvenir impérissable de ses martyrs, son désir de revanche prochaine.

Jusqu'en 1923, ce furent des démonstrations imposantes qui se déroulèrent en la nécropole parisienne. Des centaines de milliers d'ouvriers venaient, sans distinction de tendance, apporter leur présence à la manifestation de réprobation du crime des Versaillais. Par cette unanimité révolutionnaire, ils entendaient démontrer ainsi que toute la classe ouvrière consciente était solidaire de l'œuvre insurrectionnelle accomplie par les Communards, ils voulaient aussi clamer, face aux forces de police déchaînées, que, par-dessus les partis et les chapelles, les travailleurs étaient unanimes dans leur volonté de vaincre le capitalisme et de déclencher la révolution libératrice.

Ce n'était pas un pèlerinage, non plus qu'une démonstration publicitaire qu'accomplissaient alors ceux qui venaient défiler devant le Mur des Fédérés. C'était un acte de foi révolutionnaire.

Hélas ! depuis cette date, un parti politique guidé par des aventuriers sans scrupules, à la solde d'un gouvernement aussi féroce dans la répression que le fut le gou du gouvernement de Thiers, ce parti a amené la division, la suspicion, la haine la plus abjecte dans la classe ouvrière.

Pour l'assouvissement d'ambitions malsaines et la réalisation de desseins plus ou moins avouables, l'injure, la calomnie, l'assassinat même furent em-

ployés par une bande de fanatiques. Les syndicats, les coopératives et autres œuvres ouvrières furent ou domestiquées ou scindées en deux par les ligueries de la faucille et du marteau.

Tout mouvement des travailleurs est immédiatement exploité par eux dans un but de bluff et de publicité.

C'est ainsi que depuis 1924, le parti communiste a fait de la démonstration du 1<sup>er</sup> Mai une mascarade infâme dans laquelle la religiosité de la force le dispute au bluff.

Gourdins à la main (comme de vulgaires fascistes ou camelots du roy), divisés en sections (tels les saboteurs de l'armée versaillaise), les fanatiques moscouitaires encadrent la manifestation d'un service d'ordre à faire pâlir de jalousie Chiappe lui-même.

Depuis quelques années, il y a deux manifestations organisées l'une par les bolchevistes, l'autre par les socialistes. Ce défilé n'est donc plus qu'une manœuvre de parti.

Pas plus que nous voulons nous associer aux bolchevistes, qui massacrent, déportent et emprisonnent nos camarades en Russie, pas plus nous ne nous mêlons aux socialistes qui, tant en Allemagne qu'aux Indes se font les auxiliaires du capitalisme dans la répression.

Le but initial du défilé devant le Mur était, nous le répétons, la démonstration de l'unanimité, de la classe ouvrière consciente dans son désir de revanche libératrice. Il n'est plus possible, aujourd'hui, de tenter une telle démonstration.

Nous n'irons donc pas au Mur cette année.

Mais nous célébrerons à notre manière le souvenir des vaincus de la Commune.

Un ouvrage de toutes nos forces pour la réalisation de l'unité révolutionnaire des ouvriers contre tous les tyrans, contre tous les aspirants tyrans et en propagant nos théories anarchistes qui hâteront l'avènement de la Commune libératrice.

Souvenons-nous que le jour où la Commune fut réellement en danger, le délégué à la guerre, Descluze, lança une proclamation ainsi conçue :

« Assez de militarisme ! Plus d'Etats-Majors galonnés ! Place au peuple, aux combattants aux bras nus ! »

Et que cela nous incite à nous mêler de tous les policiers qui révent d'une révolution dont ils composeraient les « Etats-Majors galonnés ». Détruisons le culte du clivant et de l'autorité chez les hommes et nous aurons bien travaillé pour l'émancipation ouvrière, ce qui sera la meilleure manifestation du souvenir des Communards.

## L'HEURE EST GRAVE !

Nous avions espéré que nos appels auraient trouvé un écho parmi les camarades anarchistes-communistes de ce pays. Sans doute nos amis ont-ils cru que nous montrions une situation plus grave qu'elle ne l'était pour activer nos compagnons.

Eh bien ! nous pouvons affirmer que, malheureusement nous nous trouvons actuellement aux prises avec de grandes difficultés, que nous ne savons jamais la veille du tirage si notre journal paraîtra le lendemain.

Si nos amis, par négligence ou indifférence ne se hâtent pas de nous envoyer leur appui pécuniaire, nous serons obligés de prendre, à contre-cœur, des résolutions assez graves pour la vie du Libertaire.

Nous serons forcés de revenir d'abord au petit format — et dans un délai assez bref, si pareille indifférence de nos amis continue à se manifester — et, enfin, chose plus importante, d'envisager la parution irrégulière.

Esprons que les anarchistes-communistes ne voudront pas, par leur inertie, supporter la responsabilité de pareilles mesures, au moment où toutes les forces d'autorité sont déchaînées et où, plus que jamais, se fait sentir la nécessité d'un organe antiautoritaire qui oppose aux bluffs et mensonges politiques la parole anarchiste communiste révolutionnaire.

Hâtez-vous, camarades. Aidez-nous à faire du Libertaire un grand journal populaire et un puissant véhicule de la pensée anarchiste.

### QUATRIÈME LISTE

Alabaila, 20 fr. ; Lovret, 50 fr. ; Ancien, 5 fr. ; Bachelin, 5 fr. ; Nicolas Fauc, 15 fr. ; Mazeron, 3 fr. ; Pension, 10 fr. ; Hespel, 5 fr. ; Piault, 20 fr. ; Croquemort, 5 fr. ; Albert, 2 fr. ; S. C. A., 2 fr. 50 ; Henriette, 5 fr. ; Soyex, 5 fr. ; Léo, 5 fr. ; Vio, 5 fr. ; Janvier, 5 fr. ; Pot à colle, 10 fr. ; Un groupe de copains de Béziers, 40 fr. ; Durand, 5 fr. ; Louis, 5 fr. ; Pérey, 5 fr. ; Buades, 10 fr. ; Brumeaux, 4 fr. ; Pericat, 5 fr. ; Perichon, 3 fr. ; Gachet, 5 fr. ; Neveux, 5 fr. ; Mort à tout régime, 10 fr. ; Poudion, 50 fr. ; Davigo, 15 fr. ; Ginglin, 10 fr. ; Le Blot, 10 fr. ; Pic, 2 fr. ; Lucier, 8 fr. ; Descheppes, 15 fr. ; Maille, 10 fr. ; Alfred, 3 fr. 75. Total : 391 fr. 25.

## SURPRODUCTION !

Les organes du capitalisme intégral et plus spécialement les feuilles, genre *Ami du Peuple* — qui se donnent pour objectif d'insuffler au prolétariat l'amour du patron dispensateur de salaires — avec le fétichisme du Travail-Argent : corollaire fatal de tout avilissement, sont pleins, en cette époque de vacances parlementaires, de laus relatifs à la crise de surproduction.

Car, il paraît que cette crise nous pend au nez. On dit même qu'elle commence à sévir. On affirme qu'il y a, dans certains centres industriels, une recrudescence de chômage. C'est à ce phénomène concomitant : le chômage, que la crise de surproduction se révèle. Le proverbe ment, qui dit que : « Quand le bâtiment va, tout va ». Le bâtiment va, à n'en pas douter, et la crise n'en s'vit pas moins. Elle ne fait que commencer, aux dires des spécialistes.

Ce n'est pas que nous soyons surpris d'un fait qui est, somme toute, régulier et dans les normes du régime capitaliste.

La seule chose qui pourrait nous étonner, c'est l'impudence, ou l'inconséquence, des moralisateurs du prolétariat, de ces plumes vénales, de ces confreneries sportulaires qui préchent la croisade pour la rationalisation, pour l'accélération de la production, alors que, maintenue à son rythme ordinaire, la production capitaliste produit déjà la surproduction !

Nous étonner, pas même ! Nous connaissons suffisamment la morale de ces moralisateurs publics, pour n'attacher à leurs propos aucune valeur, si ce n'est une valeur de mépris.

Il nous faut convenir cependant que le phénomène de surproduction dont on nous entretient, et qui d'ailleurs est très réel, survenant à notre époque, c'est-à-dire après des années de dévastation systématique, des années d'assassinats innombrables soldés par 12 millions de cadavres, cette crise est scabreuse, paradoxale.

Quoi, en dépit du dépeuplement, en dépit des gaspillages insensés, en dépit des restaurations, des reconstructions et des redressements consécutifs aux déprédations commises, en dépit de l'épuisement des richesses accumulées, de la peste guerrière, du choléra militaire, des épidémies, en dépit des bandes armées et voraces, jamais assouvies, il y a encore de trop ! Trop de blé dans les meules, greniers et entrepôts, trop de vin dans les chais ; trop d'étoffes dans les magasins ; trop de houille sur le carreau, trop de fer, de fonte et d'acier, à la porte des hauts fourneaux, foyers et laminoirs ! A quel degré de puissance s'est donc élevée la production, ou à quel degré d'anémie et de faiblesse est donc tombée la consommation ?

## LES CLASSES SOCIALES

par Georges BASTIEN

On risque toujours d'être mal compris ou de se voir mal interprété quand on bouscule quelque peu les traditions.

Or, il n'y a pas que les traditions historiques, religieuses, nationales, régionales ou familiales, il y a aussi les traditions révolutionnaires. Certains arguments et raisonnements sont ressautés depuis de nombreuses années et ont servi à des générations de militants pour exposer publiquement leurs idées. En saper la base, en démolir l'erreur, c'est — je le sais — les mettre plus ou moins en mauvaise posture et s'en faire des adversaires et des destructeurs.

Qu'importe ! La vérité et la réalité avant tout. Ce ne sont pas des satisfactions plus ou moins faciles de réunions publiques que nous devons chercher, mais des vérités évidentes supportant la discussion et la recherche.

Les solutions sociales que nous présentons doivent être marquées du label du réalisme et du positivisme, et s'appuyer sur des faits, des actes, des chiffres, des réalités.

Depuis un siècle environ, on nous tabache la lutte des classes, on nous suggestionne et hypnotise avec ce tableau de la classe bourgeoise d'une part, de la classe ouvrière de l'autre.

Ces deux classes antagonistes séparées par une frontière, par « la barrière sociale » sont appelées à lutter l'une contre l'autre par la force des choses.

J'ai montré, dans mon précédent article, combien était fragile et irrécusable cette conception, cette image de la société actuelle, et combien étaient multiples, diverses et entremêlées les castes sociales, ce qui complique singulièrement le problème social.

J'ai montré combien naïve — et peut-être mensongère — cette tactique des partis politiques dits ouvriers qui veulent unir, ou entraîner dans la voie électorale la majorité ouvrière de la nation, conquérir par ce moyen les pouvoirs publics, et par ce procédé transformer la société. La réalité, c'est que le prolétariat proprement dit ne constitue pas l'immense majorité, même pas la majorité, et que ces partis doivent automatiquement glisser à droite, tous à droite, et cesser d'être prolétaires, s'ils tiennent aux succès électoraux.

Le syndicalisme lui-même, tant qu'il se cantonne — et il ne peut faire autrement — dans le recrutement des salariés proprement dits, voit se dresser en face de lui un autre syndicalisme, celui des classes moyennes, artisans, toutes petites fortunes, professions libérales, commerçants, etc., et l'examen des événements survenus ces dernières années nous fait voir que le syndicalisme des classes moyennes est plus fort, en nombre, en adhé-

Il est évident que si la production avait pour but de satisfaire à des besoins, elle ne serait jamais, sur toute l'échelle, en état de surproduction parce que les besoins croissent avec les moyens d'y satisfaire, parce que la consommation s'élève à mesure que les produits se mettent à la portée du consommateur.

Voilà justement où est la pierre d'achoppement du régime capitaliste. Il dispose pour produire de moyens illimités et il entrave en même temps la consommation jusqu'à la réduire à zéro.

Il y a des masses de gens qui ne consomment pas en suffisance et dont l'organisme souffre, dépérit, proie facile pour toutes les maladies. Il y a des gens qui meurent littéralement de faim sur le pavé des villes, qui croupissent dans d'infâmes taudis, foyers de tuberculose. « Croûter » reste un problème pour l'ouvrier même aux heures où il travaille d'arrache-pied. D'une façon générale la sous-alimentation domine dans les classes prolétaires et c'est là, avec le surmenage physique et le manque d'hygiène, une cause constante de leur dégénérescence.

La production capitaliste ayant pour objectif, l'argent, le profit, sacrifie à cet objectif la santé et la vie des travailleurs.

C'est pourquoi nous disons au travailleur : « Cesse d'être dupe, ne marche pas ! Le salaire qu'on te tend, n'est qu'un appât grossier et illusoire. Il ne te prémunit pas contre la misère et la crevasse à l'hôpital ou au coin d'une rue. Et même s'il t'assurait un repos décent au déclin de ta triste existence, il n'y aurait pas là une raison suffisante à la résignation. Réclame ton droit intégral au produit de ton travail. Sois un homme qui veut vivre en homme. Agis de telle sorte que tes droits inscrits dans la charte de 89 deviennent une réalité ! »

L'ouvrier commence à comprendre. Et s'il n'était pas divisé, travaillé à droite, à gauche, par des charlatans, il ferait voir, il ferait sentir qu'il en a assez de jouer le rôle de l'enclume.

Mais même dans l'état de semi-marasme présent, les classes dirigeantes auraient tort de se figurer que tout est dit avec l'ouvrier.

Rien n'est dit, tout est à dire. Et espérons que le monde du travail parlera toujours plus haut, et fera sentir toujours plus clairement aux exploités sa volonté ferme d'en finir avec un système d'exploitation qui dégonne, à notre âge de science appliquée, comme une survivance des époques de ténacité où la Force était Dieu !

RHILLON.

rents, en richesse, en individualités, en moyens d'actions, en puissance que le syndicalisme ouvrier.

Les millions de personnes appartenant aux couches intermédiaires sociales, et trouvant à leur tour le chemin de l'association, de la ligue, du syndicat, de la coopérative, ne démontrent-ils pas une force sociale formidable qu'il n'est plus permis à un militant d'ignorer.

Nos méthodes de propagande et d'action ont été établies à un moment où ces forces sociales étaient inexistantes, où le prolétariat se croyait sincèrement la grande masse, la presque unanimité de la nation, où l'image de l'océan prolétaire déferlant venait briser les quelques rocs capitalistes était admiré par tous. Il nous faut aujourd'hui voir la réalité moins simpliste, et adapter nos méthodes aux circonstances et aux faits.

Afin de bien démontrer cette réalité, j'ai donné, au dernier article, des précisions tirées des statistiques d'état-civil. Complétons-les aujourd'hui par des statistiques d'ordre fiscal. Un peu moins précises certes, car il y a naturellement fraudes, mais néanmoins suggestives et dignes d'être retenues à titre d'indications sérieuses.

En 1926, il est décédé, en France, 712.731 personnes de tout âge, sexe et condition sociale. Sur ce nombre, 403.990 ont donné lieu à des perceptions du fisc à titre de droits sur les héritages.

45.491 ont laissé de 1 à 500 francs.  
72.499 ont laissé de 501 à 2.000 francs.  
138.178 ont laissé de 2.001 à 10.000 fr.  
110.409 ont laissé de 10.001 à 50.000 fr.  
20.115 ont laissé de 50.001 à 100.000 fr.  
10.041 ont laissé de 100.001 à 250.000 fr.  
3.359 ont laissé de 250.001 à 500.000 fr.  
1.563 ont laissé de 500.001 à 1 million.  
715 ont laissé de 1 à 2 millions.  
305 ont laissé de 2 à 5 millions.  
85 ont laissé de 5 à 10 millions.  
30 au-dessus de 10 millions, dont 3 léguant plus de 50 millions.

Parmi les 300.000 environ qui ne laissent aucun héritage, la moitié sont des mineurs de moins de 21 ans qui, en général, ne possèdent rien en propre.

Si on additionne les 150.000 pauvres restant, mourant sans rien laisser, aux 250.000 laissent moins de 10.000 francs, on obtient environ 400.000 qu'on peut classer dans les toutes petites fortunes, contre 150.000 fortunes moyennes, parmi lesquelles seulement 1.135 possédant plus d'un million ; les grosses fortunes.

Lire la suite en deuxième page

## L'ÉTAT CONTRE SES SALARIÉS

### Tardieu et les Postiers

Les employés des P. T. T. avaient formulé d'assez modestes revendications. Ils avaient demandé le rajustement de leurs traitements au coût actuel de la vie.

Comme tous les salariés, ils avaient été victimes de la fameuse politique fiscale instaurée sous prétexte de « sauver le franc », avec ses soixante milliards d'impôts et toutes leurs répercussions. Et ils avaient cherché à leur situation, sinon un remède, du moins un palliatif, dans un relèvement relatif de leur rémunération.

Les pouvoirs officiels s'étant montrés sourds à leurs réclamations répétées, les postiers avaient recouru à la plus modeste, la plus anodine des manifestations : un court arrêt concerté de leur travail.

Il n'en a pas fallu davantage pour que le gouvernement Tardieu révoque des fournées de militants des P. T. T. Il s'est trouvé une grande presse pour le louer de son énergie en la circonstance.

Il se trouvera sans doute une majorité docile au Parlement pour l'approuver, le féliciter et l'inviter à recommencer à la prochaine occasion.

Que les représentants du peuple se voient à eux-mêmes telles augmentations d'indemnités qui leur conviennent, c'est bien. Que l'on augmente indéfiniment le nombre des ministères et autres sinécures à politiques, que l'on se livre à tous les tripotages possibles aux dépens du contribuable, c'est parfait.

Mais que des fonctionnaires, et quels fonctionnaires, des gens qui travaillent, dans des conditions souvent pénibles, à une besogne en somme utile à la communauté, osent réclamer auprès des politiciens-rois leurs patrons sur un ton autre que celui de larbins bien stylés, qu'ils osent esquiver un geste, fût-ce le plus platonique, de révolte, voilà qui est proprement scandaleux.

A la porte, ces insubordonnés, Et puissent-ils crever de faim, avec leur famille. Cela servirait d'exemple.

Les maîtres et profiteurs de l'Etat ne peuvent tout de même pas admettre que de simples travailleurs prétendent discuter d'homme à homme, d'égal à égal, avec eux.

Ce ne serait pas la peine d'être l'Etat, l'émanation de la démocratie, la toute-puissance consacrée par les armes, d'avoir pour soi la fiscalité, la finance et tout le reste s'il fallait supporter cela.

On leur fera voir, à ces salariés qui regimbent, à qui ils ont affaire.

Et le Tardieu, et ce vague sous-Tardieu de Mallarmé, et les sous-ordres du Mallarmé y compris le dénommé Philibert de s'en donner.

Révocation de ceux qu'on soupçonne d'avoir mené le mouvement de ceux qui ont été dénoncés comme n'ayant pas des idées gouvernementales, de ceux que l'on suspecte d'être suspects.

Qui réclame un salaire convenable n'a pas le droit de manger.

Ne croyez pas d'ailleurs que Tardieu innove. Cette rature du politicienisme d'affaires, ce sous-produit de clemence n'a pas plus inventé ça que le reste. Sa manière, son insolence, sa goujaterie, comme le culot qui le font perdrer pour quelque chose par les niais, tout ça, c'est de l'imitation.

Cette vieille vénérée fripouille de Clemenceau s'était comportée, dans le temps, à peu près exactement ainsi, avec des déclarations cyniques à l'appui. Et après tout ce brave Briand, si sympathique aux gauches, pour briser certaine grève des chemins de fer, ne se montra pas si scrupuleux que cela.

M. André Tardieu, qui en tant que négociateur du Traité de Versailles ou organisateur de la « prospérité », s'est montré ridiculement incapable et imprévoyant, n'a de ressources, pour restaurer son prestige et prolonger son règne que dans le seul rôle qu'il ait joué avec un semblant de succès celui de sauveur de l'ordre et de rassureur des « intérêts » alarmés. Et dans le défi qu'il vient de jeter aux salariés de l'Etat, il continue ce rôle-là.

Sans doute pense-t-il, avec la sorte de « réalisme » qui lui est ordinaire, qu'il n'y a pas à se gêner avec ces gens-là. Que Chiappe et les gardes mobiles aidant, on peut faire encaisser à n'importe quel point de vue que l'on voudra, et aux postiers en premier lieu.

Dans quelle mesure cette assurance est-elle justifiée ?

La réponse à cette question dépend tout d'abord évidemment des salariés des P.T.T. eux-mêmes.

Il leur appartient de prouver leur solidarité à ceux qui ont été frappés pour leur dévouement à la cause commune et par l'emploi de moyens appropriés, d'imposer et la réintégration des révo-

qués et l'acceptation des légitimes revendications.

Il leur appartient de faire taire, les aigres rivalités entre organismes syndicaux rivaux pour réaliser l'union et l'action nécessaires. M. Tardieu a « impartialité » frappé sur les militants de toutes nuances. Puisse-t-il avoir ainsi créé l'énergique unanimité dans la résistance.

Mais la question posée ne vise pas seulement les salariés des P. T. T. ni seulement ceux des services publics en général, que déjà l'on menace officiellement, dont l'on entend briser les mouvements.

Et à travers telle ou telle catégorie de travailleurs, c'est la classe ouvrière tout entière qui est visée. C'est le « droit de grève » que l'on entend progressivement abolir.

Ainsi la cause des révoqués des P.T.T. dépasse singulièrement en ampleur et en importance le cadre des revendications corporatives qui en ont été l'occasion.

C'est le syndicalisme même et l'action directe que l'on prétend réduire progressivement à l'impuissance.

S'il y a une classe ouvrière en France, et qui ne consente pas à se laisser réduire à la pire des servitudes, l'insolent défi des Tardieu et Cie ne tardera pas à être relevé.

La parole est aux organisations qualifiées ou plus exactement, le moment est venu parce qu'elles sont capables d'agir.

U. A. C. R. : Fédération parisienne

Samedi 31 mai, à 20 h. 30

### Assemblée Générale

Salle Garrigues, 18, rue Ordener (18<sup>e</sup>)

Ordre du jour : 1<sup>o</sup> Examen de la propagande à envisager comme suite aux décisions du récent Congrès ; 2<sup>o</sup> Renouvellement du Bureau.

SOUS LE SIGNE DU "LYS ROUGE"

### BENITO PARLE

« Les paroles sont une très belle chose, mais les fusils, les mitrailleuses, les navires, les avions et les canons sont des choses plus belles encore. Car le droit, s'il n'est pas accompagné par la force, n'est qu'un vain mot. »

Ainsi parlait Mussolini dans sa bonne ville de Florence, en un discours fleuri de menaces contre les ennemis présumés de l'Italie fasciste.

« Le monde verra le visage ferme et guerrier de l'Italie fasciste. Et l'Italie fasciste, puissamment armée, posera sa simple alternative : ou une amitié précieuse, ou une hostilité très dure. »

Tous préparatifs seront faits dans ces sens :

« Rien de plus insultant pour la fierté du peuple italien que le soupçon lancé que notre récent programme naval serait une chose qui ne sera pas réalisée. »

« J'affirme à nouveau ici que ce programme sera réalisé tonne par tonne... »

Ainsi parlait donc Benito dans la cité du « lys rouge », chacune de ses phrases fleurie avec du rouge, du rouge de la guerre qu'elles évoquaient et apelaient.

De braves gens se sont indignés, étonnés, scandalisés, inquiétés. Etait-il vraiment nécessaire que Mussolini fasse de tels discours pour que l'on s'aperçût qu'il y avait des risques de guerre ?

Et en quoi, en fin de compte, le langage de Mussolini différait-il de celui de tous les entrepreneurs de défense nationale et des projecteurs d'armées internationales, si ce n'est par sa crudité voulue et son manque d'hypocrisie ?







## LA VOIX DE PROVINCE



à travers le MONDE

## EN BOLIVIE

## Esclavage politique et économique

La Fédération des groupes anarchistes de langue espagnole aux Etats-Unis d'Amérique s'adresse, en une circulaire à toutes les organisations de travailleurs révolutionnaires, à la classe ouvrière organisée, aux groupes anarchistes, à tous les hommes épris de liberté. Elle fait connaître qu'une sentence de mort pèse sur les leaders des travailleurs libertaires et révolutionnaires de Cuba. Leur seul crime est d'avoir dit la vérité sur le dictateur des Antilles, Gerardo Machado, qui détruit par le fer et par le feu, la liberté d'un peuple entier.

La dictature exercée par Machado ne se limite pas à Cuba, mais s'étend aussi sur les révolutionnaires cubains des Etats voisins. L'insurrection du dictateur des Antilles, Gerardo Machado, qui détruit par le fer et par le feu, la liberté d'un peuple entier. La dictature exercée par Machado ne se limite pas à Cuba, mais s'étend aussi sur les révolutionnaires cubains des Etats voisins. L'insurrection du dictateur des Antilles, Gerardo Machado, qui détruit par le fer et par le feu, la liberté d'un peuple entier.

La Fédération des groupes anarchistes de langue espagnole aux Etats-Unis d'Amérique s'adresse, en une circulaire à toutes les organisations de travailleurs révolutionnaires, à la classe ouvrière organisée, aux groupes anarchistes, à tous les hommes épris de liberté. Elle fait connaître qu'une sentence de mort pèse sur les leaders des travailleurs libertaires et révolutionnaires de Cuba. Leur seul crime est d'avoir dit la vérité sur le dictateur des Antilles, Gerardo Machado, qui détruit par le fer et par le feu, la liberté d'un peuple entier.

## A CUBA

## La Dictature

La domestication du prolétariat bolivien est particulièrement détestable. On se rend compte que les ouvriers et ouvrières réunis dans la Fédération Obrera Local de la Paz préparent une démonstration dans le but de libérer les camarades emprisonnés. Le gouvernement de la Bolivie a imaginé un système raffiné pour empêcher le développement de la lutte de classe. Chaque sujet est tenu d'acquiescer chaque année une nouvelle carte d'identité coûtant de 3 à 5 pesos. Dans aucun autre pays du monde on n'applique une telle mesure de police. D'autre part, les travailleurs sont obligés de payer des taxes annuelles pour avoir le droit de travailler. La population indienne doit fournir gratuitement pour la construction des routes et, pour comble, elle doit fournir elle-même les matériaux.

Pour ailleurs, il existe encore la « postillonage », consistant en l'obligation pour les sujets d'accomplir tous les ans une semaine gratuite de « service de transport », au profit de l'Etat. Cette exploitation de l'Etat est encore aggravée par l'exploitation du capital privé. Dans l'Algarine, les ouvriers, appelés « Algarinos », doivent travailler une année entière sans aucun salaire, seulement en échange d'une mauvaise nourriture. A la fin de l'année, ils reçoivent des employeurs des provisions, vêtements, etc., en nature, pour lesquels les entrepreneurs paient un prix de 700 à 800 pesos, une somme que les travailleurs ne peuvent jamais acquiescer par leur travail. Ils demeurent toujours débiteurs de leurs patrons et sont ainsi maintenus toute leur vie en un véritable esclavage.

Egalement le « service obligatoire des bergers » (servicio de pastoreo obligatorio) est à la place. Les travailleurs doivent, en outre, en condition, comme pasteurs sont obligés de travailler un an gratuitement. Le propriétaire des troupeaux compte un certain pourcentage de perte dans son bétail. Si la perte dépasse la somme fixée arbitrairement par l'entrepreneur, le berger est rendu responsable et doit supporter les frais qui seront déduits de son salaire. Il arrive fréquemment que les pères quittent leur place avant la fin de l'année, et en ce cas ils ne reçoivent aucun salaire. Particulièrement raffiné est le « pon-

guage », par lequel les riches propriétaires terriens font perdre aux paysans pauvres le fruit de leur travail. La terre appartient au riche propriétaire rural qui demeure à la ville. Le paysan indigène est tenu d'aller à la ville une fois par an pour abandonner à son maître le dixième de ses revenus en nature ou sous forme de produits manufacturés (généralement des ouvrages faits à la main). Pour remplir ce devoir, les indigènes doivent très souvent accomplir un voyage de trois à quatre jours à travers la campagne et doivent attendre des heures entières devant la villa des propriétaires avant d'être reçus. De plus, il leur faut supporter les frais de voyage.

Il y a cinq ans environ, le gouvernement a promulgué une loi d'après laquelle le propriétaire du sol doit payer aux paysans la somme dérisoire de 40 centavos pour le voyage. Mais cette loi de « Renumeration » est restée lettre morte, et l'exploitation des indigènes en Bolivie ramène à un siècle en arrière.

Le camarade E. Rangel, retour du congrès ouvrier américain (Buenos Aires, mai 1929), où il était délégué de Mexico, et qui fit un voyage de propagande au Paraguay, en Bolivie et au Pérou, donne, dans l'organe de la Continental Obrera, un rapport sur la situation angoissante de la population de ces pays. L'Association sud-américaine des travailleurs s'est donné comme tâche d'éclairer la population de ces pays et de la conduire au combat pour la suppression de l'esclavage politique et économique qu'elle est tenue.

## EN BULGARIE

## La terreur fasciste

Le 18 avril dernier, en rentrant chez lui, notre camarade Pierre Mineff a été attaqué par une bande de fascistes qui le blessèrent au crâne à coups de revolver. Toutefois la ville de Kiestendit parle de cette agression et le mépris pour les procédés fascistes grandit dans la population.

Le 1<sup>er</sup> mai

Le journal la Voix Ouvrière, de tendance anarcho-communiste a été confisqué lors de sa vente le jour du 1<sup>er</sup> mai. Les camarades ont durant cette journée diffusé de nombreux tracts invitant les masses à s'organiser sur la base fédéraliste pour combattre pour la liberté de la presse ouvrière, la liberté d'organisation, contre le chômage, la répression et la guerre. Dans les prisons, les détenus ont manifesté vigoureusement et pour ce fait ont été jetés dans les cachots humides et privés de correspondance. Dans la prison de Gurina Djoumala, au nombre de 12, les prisonniers politiques ont déclaré la grève de la faim et obtenu des concessions révolutionnaires. Notre camarade H. Yateff a exposé devant tous les prisonniers l'histoire et le sens du 1<sup>er</sup> mai.

En dehors des prisons, il y eut de nombreuses arrestations. Mais, malgré la terreur, le mouvement révolutionnaire se répand en Bulgarie.

(Le Bureau d'Information des Comités d'Entrée Bulgares à l'étranger.)

## URUGUAY

## L'unité dans le mouvement syndicaliste

Depuis longtemps, les négociations étaient engagées entre la Fédération Obrera Regional Uruguaya et l'Union Syndical Uruguaya, à l'instigation du syndicat des boulangers. Les attaques des bolchevistes ont contribué à hâter la conclusion d'une entente. D'après les renseignements communiqués, les deux organisations sont d'accord sur une commune déclaration de principes et ont résolu d'unir leurs forces sous le nom de « Fédération Syndical Obrera Uruguaya ». Cette déclaration est identique à celle de l'A.I.T. La nouvelle organisation se place sur le terrain de la lutte des classes et se rattache à l'A.I.T. Nous lui souhaitons le succès et la prospérité qu'elle mérite.

## VIENNE DE PARAITRE :

Han Ryner

CHERE PUCELLE DE FRANCE

Le plus étonnant miracle de la foi...

12 fr. franco 13 fr. 25

## PROPOS d'un PARIA

« Ils se disaient faussaires et n'étaient qu'étrangers. »

Je trouve sous ce titre dans la rubrique des faits divers une histoire bien savoureuse. Il s'agit de deux « débrouillards » qui spéculent sur l'avidité qu'ont certains gens à gagner le plus d'argent possible, par quelque moyen que ce soit. Ils se faisaient fort de reproduire n'importe quelle coupure à l'aide d'un procédé dont ils détenaient naturellement le secret, mais pour la mise en application duquel il fallait un capital important. Ce n'était pas, évidemment, ni à vous ni à moi qu'ils s'adressaient pour trouver la somme nécessaire à la mise en œuvre d'une telle entreprise. Des gens dans le commerce, honorablement patentés, se sont laissés prendre au mirage de cette fortune qui allait leur échoir aux dépens des différentes trésoreries de diverses nations. Lorsque ces honnêtes commerçants s'aperçurent qu'ils avaient été roulés et que leurs commandités n'étaient même pas capables de copier le moindre timbre-poste, généralement ils se taisaient. L'un d'entre eux, pourtant, qui y était allé de ses trois cents billets pour l'achat d'une mécanique propre à débiter en série les « talbins » de la Banque de France, a pris une décision héroïque : il a porté plainte contre ceux qui l'avaient si ignominieusement dupé.

Et c'est ainsi que, faisant droit à une requête aussi justifiée, les inspecteurs de police arrêtaient ces jours derniers les deux débrouillards, un Russe et un Hongrois. Ce qui prouve, en passant, que l'intelligence et l'humour ne sont pas des vertus essentiellement françaises.

Les journaux ne nous renseignent pas sur le sort qui a été réservé au « plaignant », le plus coupable en l'espèce du point de vue bourgeois, bien entendu.

Quoi qu'il en soit, je ne puis m'empêcher de faire un rapprochement entre cette façon de recourir à la justice, à la loi, de la part de gens tout prêts à violer cette loi, et les agissements de ceux qui, publiquement, ouvent aux géomètres la légalité et les institutions bourgeoises et n'hésitent pas, à l'occasion, à s'en servir.

Vous savez tous que dimanche prochain, prenant prétexte de l'anniversaire du massacre des commandés, une grande procession doit se dérouler au Père-Lachaise et qu'il s'agit tout question de voir en cette « manifestation » une affirmation de la volonté du « prolétariat » de prendre contre les impitoyables capitalistes la défense du gouvernement russe. Vous savez tout également qu'il ne se passe pas de jour que l'organe officiel en France de ce gouvernement ne déclare la guerre à la loi bourgeoise et au capitalisme dont elle est la sauvegarde.

Or, il est curieux de constater que les représentants du « premier Etat socialiste » ne négligent pas une occasion de recourir à la légalité bourgeoise, lorsque leurs intérêts sont en cause. Inutile de citer des exemples.

D'autre part, il n'est pas moins instructif, au moment où ces messieurs de Moscou vident le gouvernement travailliste anglais et s'efforcent de défendre de la libération de l'Inde, de voir sur tous les journaux la suggestion photographique de la semblaïte ambassade des Soviets se rendant à la réception de la grande souveraine du Royaume-Uni.

Voyez-vous, camarades, on ne m'a jamais vu dans les rues de Paris, aux côtés des révolutionnaires qui ne sont, eux aussi, que des écrivains. — Pierre Maudslé.

## Groupe régional de Bezons

## Notre meeting interdit

Le maire de Montesson, le « Cartelliste local », Voillereau, a interdit notre meeting contre la guerre, qui devait avoir lieu samedi dernier 1<sup>er</sup> mai. Les radicaux réactionnaires nous ont avisés qu'ils avaient refusé d'ouvrir la salle des fêtes qu'ils nous avaient louée un mois auparavant. Or, tous les autres groupements du pays : socialistes, communistes, royalistes, ont la facilité de disposer de cette même salle quand ils en font la demande. Cette réunion qu'il nous refusait à nous, les anarchistes, nous menons dans la contrée géométriquement ce « hôte bourgeois républicain ». Mais que le tyranisme de village Voillereau se mette bien dans la tête que nous ne laisserons pas ça à lui, et sous peu, il sera aperçu par la population que nous ne sommes pas des écrivains, mais des hommes.

Pour le groupe de Bezons, Le Secrétaire.

Nous rappelons à nos camarades que toute la copie concernant cette rubrique doit être adressée à Pierre Lenteur, 34, rue Curial, Paris (19<sup>e</sup>).

## BEZIERES

## A tous les camarades !

Depuis trois mois un nouveau de compagnons espagnols s'est formé dans le but de remédier à l'état de choses qui existe concernant les publications en langue espagnole. Celles-ci sont vraiment trop peu abondantes et leur qualité est loin d'être satisfaisante. Il est certain que les circonstances spéciales dans lesquelles se développent le mouvement libertaire dans la péninsule ibérique, les persécutions dont sont victimes les anarchistes espagnols en France, en Belgique, partout, en sont la principale cause. Nous n'avons pas, pour cela, jeté le manche après la cognée, et pour remédier à cette situation, nous avons fondé la Coopération d'Éditions Anarchistes « L'Idée ». Aucun intérêt commercial a pu nous guider. Nous avons pour but d'aider la propagande et de venir en aide aux camarades. Nous ne voyons pas que notre initiative sera bien accueillie, aussi, nous sommes optimistes.

Plusieurs centaines de lettres et circulaires ont été envoyées, tant en Europe qu'en Amérique, et quelques journaux libertaires nous ont secondés. Nous sommes optimistes malgré que quelques camarades résident en ce pays nous hantent.

Est-ce les statuts de notre coopérative qui les tentent ? Ils sont renouvelables. Que ces amis nous disent ce qu'ils pensent ?

Quant au siège de la Coopération, ce n'est que momentanément qu'il se tient à Béziers. Plus tard il sera où le mouvement sera le plus développé. Nous comptons sur les concours de tous ceux qui ont à cœur la diffusion des idées anarchistes.

Pour la Coopération des Éditions anarchistes « L'Idée », la Commission provisoire, adresse la correspondance et les envois à Lomani, terrain Barrai, maison Mercadier, Béziers (Hérault).

Nota. — Nous prions la presse libertaire de reproduire la présente circulaire.

## LYON

## A P.O.T.L.

La semaine dernière, j'ai parlé d'un changement qui s'était produit par le fait du changement de secrétaire et trésorier, ceux qui occupent ces postes étaient de parfaites militaires, qui ont fait sombrer le syndicat dans un marasme presque indescriptible. Certes, cela ne veut pas dire que tout va aller pour le mieux, maintenant. L'Administration a deux têtes nouvelles. Non ! Loin de là ! La besogne qu'il faut entreprendre, n'est pas mince, surtout qu'il est contre eux, non pas seulement les ennemis extérieurs, mais les ennemis intérieurs, les individualités, qui viennent d'être dépourvus de leurs chefs. Jusqu'à ce jour, ces derniers ont prouvé par leurs attitudes et leurs façons de faire, qu'ils étaient les complices de la Direction, consciemment ou non. C'est un fait. Plus encore, parmi ces esclaves inconscients, dévoués de leurs camarades, certains se sont même vautés de faire tout le nécessaire pour supprimer le prestige des éléments nouvellement élus. Ces déclarations dépassent l'imaginaire et ceux-là ne peuvent attendre les intérêts de la Coopération, mais les intérêts de la France.

Et j'en suis sûr de s'opposer à toute propagande ou tentative d'amélioration en faveur de la corporation, par leurs camarades bien intentionnés. Si on est si sûr, camarades, forte de leur droit, n'ont-ils pas entreprendre une vaste campagne d'agitation pour faire connaître au syndicat les agissements de ceux qui, hélas ! ont par leur fausse manœuvre, et surtout par leurs agissements hypocrites, compromis la Coopération ?

Au premier contact, lors de la réunion du dernier Conseil, ils ont osé s'attaquer au scrupule des nouveaux éléments qui ne veulent pas profiter de la confiance des camarades pour l'exploiter, en refusant de se faire payer plus cher qu'ils ne gagnent tant qu'ils emploient, alors que leurs camarades travaillent 200 francs de plus, surtout pour faire une besogne aussi honteuse, heureusement qu'un renouveau s'est produit pour arrêter cette désagrégation. Aujourd'hui il faut reconnaître qu'il est bon de profiter des circonstances pour agiter la corporation, de manière que la loi ne soit pas sous le contrôle, devienne un bâillon, où l'on brûlera les vieilles méthodes, à seule fin de faire œuvre de salubrité. Il y a assez longtemps que cela dure, les ouvriers et les employés en ont assez de se voir traiter comme du vil bétail.

Ch. J.

## PAS-DE-CALAIS

## Quelques précisions

Je ne pensais pas qu'un petit article intitulé : « Où allons-nous ? » aurait eu pour point de départ un coupage en règle de ceux dans le Libéraire, par les camarades Michel et Lafrière et, par Bouche, rédacteur-administrateur pour la partie Pas-de-Calais. Germain, insérant dans ses colonnes un article me prenant à partie, qu'il disons-le, m'intéresse au premier chef. Les lecteurs de ce journal de lutte ouvrière et sociale.

Pour édifier les camarades lecteurs du Libéraire, je reprendrai les principaux termes de mon article : « Il ne reste plus grand-chose de l'indépendance syndicale : la façon d'agir des bolcheviques ne fait que renforcer l'appareil répressif qui s'abat sur la classe ouvrière et bientôt il ne sera plus possible pour une cause de solidarité sociale de manifester, ni de se réunir. »

« Nous ne pensons pas que l'unité ouvrière puisse se réaliser par la violence brute, mais au contraire par la persécution et l'exemple dans la lutte contre l'oppression. »

« La Fédération anarchiste autonome du Pas-de-Calais a certainement à se proposer et prendre position sur les événements politiques et la confusion d'opinion qui fait pâtir les dévoués fondus. »

Voilà les termes exacts et la façon intolérable dont je me mets pour expliquer les choses.

Michel et Lafrière, ainsi que Bouche dans « Germain » disent : pourquoi la Fédération anarchiste autonome du Pas-de-Calais ?

Cette question pourrait paraître bizarre si je ne militais pas dans le Pas-de-Calais. J'adhère à la Fédération du Nord parce qu'elle adhère à l'U.A.C.R. Tout en adhérant à la Fédération du Nord de l'U.A.C.R., je considère que la Fédération Autonome du Pas-de-Calais a une vitalité et que c'est mon droit légitime de m'y intéresser en tant que participant à la propagande antiautoritaire, sans toutefois imposer comme on prétend le dire : d'ailleurs pour ce qui est de mon esprit antiautoritaire, j'ai conscience nette. C'est argument à la valeur d'une colonie.

L'heure n'est plus aux discussions intestines. Après le Congrès de Paris, qui réalisa la concorde et l'unité fraternelle des anarchistes-communistes, nous avons les vœux et les autres à ratifier le temps de stimuler les énergies défailtantes et réaliser des œuvres sociales et libertaires. L'invité amical que j'ai fait à la F.A. du Pas-de-Calais et qui fut si mal interprété sera comprise, puisqu'il semble dégarer de leur réponse un désir de retour à l'U.A.C.R.

Et je serais grandement satisfait par ce résultat.

## A. Bridoux.

P.S. — Pour ce qui concerne la délégation au Congrès de Pâques, je passe la plume aux camarades des groupes mandataires.

Les groupes de Marquay-Barcel et de Croix.

Nous pensons que nos amis seront assez rationnels pour arrêter la campagne de terreur qui menace de ne plus se terminer, qu'ils emploient leur activité sur un autre terrain. Les uns et les autres sont remplis de bonnes intentions. Qu'ils le prouvent en unissant leurs efforts.

P. L.

## TOULOUSE

## Quel travail syndicaliste y fera-t-on ?

Sur une de nos plus spacieuses places, nous avons dans l'espace de quelques mois, vu s'édifier un superbe immeuble de bureaux, armé de motifs représentant différentes scènes de travail en agrément la façade, et un superbe portail de fer forgé, tous vantaux ouverts en permet l'accès. Sur le fronton de l'édifice, en lettres énormes nous lisons : « Bourse du Travail ».

Il est possible qu'en France on n'en trouve pas beaucoup de plus grande, ni de plus belle... il est vrai qu'avec les 800.000 francs, qui ont alloués la municipalité de Toulouse, on pouvait bien faire les choses et notre si regrettable adjoint-maire Lavit « que le Bon Dieu des arrivistes ait

son âme », n'aura pas été peu fier de se voir sortir les pieds devant de cette « Bourse du Travail » pour laquelle, sans aucun doute, il avait beaucoup fait.

Il est vrai qu'il avait tellement à se faire pour l'édification de ce bâtiment, en particulier la cause syndicale, le patron cher homme ! qu'il a pensé se racheter, en appuyant de toute son influence l'édification d'une si belle maison. Il en a été justifié récompensé par l'exposition de son corps, au respect du prolétariat ému et désolé, comme disait le camarade Foray dans le Midi socialiste, de n'avoir pas eu le temps de l'estimer de son vivant... il avait si peu fait pour ça.

Donc puisque notre cher « oh combien » Lavit depuis bientôt un mois, et demi, repose dans le Nirvana des arrivés, à quoi va pouvoir servir notre si belle « Bourse du Travail » ? car je ne pense pas que ce soit dans le seul but de l'édifier comme un dépôt de dépouilles si regrettées de nos frères.

Les syndicalistes, je ne dis pas les syndiqués, les cotisants, ceux qui se satisfont d'avoir une carte timbrée dans la poche ; non ! ceux qui pensent que le syndicalisme est une idéologie, ceux qui ne pensent pas à l'avenir revendication accordée par le patronat sous une victoire incontestée, mais qui savent que le patron la récupérera par ailleurs ; les syndicalistes, dis-je, sont en droit d'escompter mieux.

Finissons-nous par voir, en vertu de l'impulsion acquise de la collaboration de classe, le patronat délibérer en commun avec les ouvriers, dans la même cour, la « Bourse du Travail » ? Mêmes des Pétouliers, qu'en pensez-vous ? Ou bien le prolétariat toulousain, debout comme un seul homme, se dressera-t-il enfin, conscient de ses droits, face à ses spoliateurs.

Camarade Foray, tu nous as dit le 1<sup>er</sup> mai des paroles d'homme fort et conscient, c'est chaque jour qu'il appartient de veiller la conscience de ceux qui l'approchent, il faut que cette maison, en dépit de toutes les politiques, soit enfin une école d'éducation prolétarienne.

Nous y reviendrons d'ailleurs.

A. T.

## Les rentes des travailleurs

Sylvio Gravelino, employé dans une entreprise de peinture de la Compagnie du Midi, monté sur un pylône de voie ferrée, a été surpris par le courant entre les rails de Venerque et Pins ; il est tombé foudroyé. « Les Journaux ».

Le 15 mai, deux jours après cet accident, a été inaugurée sur la ligne la nouvelle traction électrique entre Toulouse et Ax-les-Thermes, et tous les acquies de la Compagnie à qui il tardait de voir se réaliser leurs espérances, se réjouissent déjà à la pensée qu'il y a un petit moyen d'augmenter leur dividende et sans se soucier d'un instant des victimes qu'ils allaient faire. Ils donneront le courant sur toute la ligne, alors que des milliers de victimes mourront en train de terminer les travaux, actuellement la ligne est à point et fonctionnelle à grand rendement, mais Sylvio est venu augmenter la liste des victimes. Déjà longue, de tous les entrepreneurs de la Compagnie du Midi.

Certes, nous ne voulons pas nier que la traction électrique, qui nous a permis de nous dresser systématiquement contre les trains, nous donne une certaine sécurité. Mais nous voudrions faire comprendre aux ouvriers, à tous ceux qui, comme moi-même, Sylvio, sont exposés tous les jours à sacrifier leur vie, actuellement dans la société de rapine et d'assassinat que nous vivons, des milliers de victimes mourront en train de terminer les travaux, actuellement la ligne est à point et fonctionnelle à grand rendement, mais Sylvio est venu augmenter la liste des victimes. Déjà longue, de tous les entrepreneurs de la Compagnie du Midi.

(Suite en 3<sup>e</sup> page.)

## POUR LES VACANCES

Dans le but de procurer aux enfants un séjour à la campagne dans un milieu libertaire, un comité s'est formé qui nous demande de signaler l'œuvre de la Colonie libertaire enfantine qu'ils ont créée.

Les camarades que cette question intéresse et qui désireraient d'autres renseignements, peuvent se mettre en rapport avec Valérie Blin, trésorière de l'œuvre, 120, boulevard de la Villette, Paris (19<sup>e</sup>).

donc ce qu'il y a de réel pour lui dans l'exercice des droits politiques.

Pour remplir consciencieusement les fonctions, et surtout les plus hautes fonctions de l'Etat, il faut posséder d'abord un assez haut degré d'instruction, le peuple manque absolument de cette instruction. Est-ce sa faute ? Mais c'est la faute des institutions. Le grand défaut de tous les Etats vraiment démocratiques c'est de répondre à pleines mains l'instruction dans le peuple. Y a-t-il un seul Etat qui l'ait fait ? Ne parlons pas des Etats monarchiques, qui ont un intérêt évident de répandre non l'instruction, mais le poison du catholicisme chrétien dans les masses.

Parlons des Etats républicains et démocratiques, comme les Etats-Unis d'Amérique, la Suisse. Certainement, il faut reconnaître que ces deux Etats ont fait plus que tous les autres pour l'instruction populaire. Mais sont-ils parvenus malgré toutes leur bonne volonté, à-t-il possible pour eux de donner indistinctement à tous les enfants, qui naissent sur leur territoire, une instruction égale ? Non, c'est impossible. Pour les enfants des bourgeois l'instruction, pour ceux du peuple seulement l'instruction primaire et dans de rares occasions quelque peu d'instruction secondaire. Pourquoi cette différence ? Par cette simple raison que les hommes du peuple, les travailleurs des campagnes et des villes, n'ont pas le moyen de s'entretenir, c'est-à-dire de nourrir, de vêtir, de loger leurs enfants pendant la durée de leurs études. Pour les enfants de la bourgeoisie, c'est différent. Ils ont des parents riches, qui leur fournissent tout ce qu'il faut pour leur éducation. Ce sacrifice est au-dessus de leurs forces, parce qu'ils vivent du capital et non du travail. Ils ne peuvent pas se permettre de consacrer à l'entretien d'une nombreuse famille.

Et encore faut-il dire, chers compagnons, que ces conférences ont été faites en 1871, dans les conditions de travail se sont modifiées complètement. (N.D.R.R.)

que vous, travailleurs des montagnes, ouvriers dans un métier que la production capitaliste, c'est-à-dire l'exploitation des gros capitaux, n'est point encore parvenue à absorber, vous êtes comparativement fort heureux. Mais vous ne pouvez pas vous en vanter, car vous êtes souvent travaillant chez vous à la maison, vous gagnez beaucoup plus (1) qu'on ne gagne dans les grands établissements industriels qui emploient des centaines d'ouvriers ; vous travaillez de l'intelligence, artistique, il n'y a pas comme chez nous, ce fait par les conditions de votre habileté, votre intelligence complète pour quelque chose. Et de plus vous avez beaucoup plus de loisir et de liberté relative ; c'est pourquoi vous êtes plus instruits, plus libres et plus heureux que les autres. Dans les immenses fabriques établies, dirigées et exploitées par les grands capitaux et dans lesquelles ce sont les machines et non les hommes qui jouent le rôle principal, les ouvriers deviennent nécessairement de misérables esclaves, tellement misérables que le plus souvent ils sont forcés de condamner leurs pauvres petits à travailler 12, 14, 16 heures par jour pour quelques misérables sous ; et ils le font, non par cupidité, mais par nécessité ; sans cela ils ne seraient point capables d'entretenir leur famille.

Voilà l'instruction qu'ils peuvent leur donner. Je ne crois pas devoir perdre plus de paroles pour vous prouver à vous, qui savez si bien par expérience, que en très peu de temps, si profondément convaincus, que tant que le peuple travaillera non pour lui-même, mais pour enrichir les détenteurs de la propriété et du capital, l'instruction qu'il pourra donner à ses enfants sera toujours infiniment inférieure à celle des enfants de la classe bourgeoise. Et voilà comment une grosse et funeste inégalité sociale, que vous trouvez nécessairement à la base et à l'organisation des Etats, une masse forcement ignorante et une minorité privilégiée qui s'elle n'est point toujours très intelligente, est au moins comparativement fort instruite. La conclusion est facile à tirer : la minorité instruite gouvernera éternellement les masses ignorantes. Il ne s'agit pas seulement de l'inégalité

naturelle des individus, c'est une inégalité à laquelle nous sommes forcés de nous résigner. L'un a une organisation plus heureuse que l'autre ; l'un nait avec une intelligence plus grande que l'autre. Mais je m'empresse d'ajouter : ces différences ne sont pas du tout aussi grandes qu'on veut bien le dire. Même au point de vue naturel les hommes sont à peu près égaux, les qualités et les défauts se compensent à peu près dans chaque individu, ce sont des exceptions, il n'y a que deux exceptions : ce sont les hommes de génie et les idiots. Mais les exceptions ne font pas la règle, et en général on peut dire que tous les individus se valent et que s'il existe des différences énormes entre les individus dans la société actuelle, elles prennent leur source dans l'inégalité monstrueuse de l'éducation et de l'instruction et non dans la nature.

L'enfant doué des plus grandes facultés, mais né dans une famille pauvre, dans une famille de travailleurs vivant au jour le jour de leur rude travail quotidien, se voit condamné à l'ignorance qui, au lieu de le développer, tue les facultés naturelles ; il sera le travailleur, le manoeuvre, l'entrepreneur et le nourrisseur des bourgeois, qui naturellement sont beaucoup plus bêtes que lui. L'enfant du bourgeois, au contraire, l'enfant du riche, quelque bête qu'il soit naturellement, recevra l'éducation et l'instruction nécessaires pour développer au possible ses pauvres facultés ; il sera un exploitateur du travail, le maître, le patron, le législateur, le gouverneur, — un monsieur. Tout bête qu'il soit, il fera des lois pour le peuple, contre le peuple, et il gouvernera les masses populaires.

Dans un Etat démocratique, dirait-on, le peuple ne choisira que les bons. Mais comment reconnaître-t-il les bons ? Il n'a ni l'instruction nécessaire pour juger, ni le mauvais, ni le bon, les hommes qui se proposent à son élection. Ces hommes d'ailleurs vivent dans une société différente de la sienne, ne viennent tirer leur pain devant Sa Majesté le Peuple souverain qu'au moment des élections, et, une fois élus, ils lui tournent le dos. D'ailleurs,

appartenant à la classe privilégiée, à la classe exploitante, quelques excellents qu'ils soient comme membres de leurs familles et de leur société, ils seront toujours mauvais pour le peuple, parce que tout naturellement ils voudront toujours conserver ces privilèges qui constituent la base même de leur existence sociale et qui condamnent le peuple à un éternel esclavage.

Mais pourquoi le peuple n'envierait-il pas dans les assemblées législatives et dans les gouvernements, les hommes les plus honnêtes du peuple ? D'abord parce que les hommes du peuple, devant vivre du travail de leurs bras, n'ont pas le temps de se vouer exclusivement à la politique et, ne pouvant pas le faire, étant pour la plupart du temps ignorant des questions politiques et économiques qui se posent dans les hautes régions, ils seront presque toujours les dupes des avocats et des politiciens bourgeois. Et ensuite, parce qu'il suffira pour la plupart du temps à ces hommes du peuple d'entrer dans le Gouvernement, pour devenir des bourgeois à leur tour, quelquefois même plus détestables et plus dévoués à leur classe que les bourgeois eux-mêmes. Vous voyez donc bien que l'égalité politique, même dans les Etats les plus démocratiques, est un mensonge. Il en est de même de l'égalité devant la loi. La loi est faite par les bourgeois, pour les bourgeois, elle est faite pour eux seuls, elle est faite contre le peuple. L'Etat et la loi qui l'exprime n'existent que pour éterniser l'esclavage du peuple au profit des bourgeois.

D'ailleurs, vous le savez, quand vous trouvez lésés dans vos intérêts, dans votre honneur, dans vos droits, et que vous voulez faire un procès, pour le faire, vous devez d'abord prouver que vous êtes en état d'en payer les frais, c'est-à-dire que vous devez déposer une somme de... et si vous n'êtes pas en état de la déposer, vous ne pouvez pas faire de procès. Mais le peuple, la majorité des travailleurs, ont-ils des sommes à déposer au tribunal ? Pour la plupart du temps, non. Donc le riche pourra vous attaquer, vous insulter impu-

nément, car il n'y a point de justice pour le peuple.

Tant qu'il n'y aura point d'égalité économique et sociale, tant qu'une minorité quelconque pourra devenir riche, propriétaire, capitaliste, non par le propre travail de chacun, mais par l'héritage, l'égalité politique sera un mensonge. Savez-vous quelle est la vraie définition de la propriété héréditaire ? C'est la faculté héréditaire d'exploiter le travail collectif du peuple et d'asservir les masses.

Voilà ce que les plus grands héros de la Révolution de 1793, ni Danton, ni Robespierre, ni Saint-Just, n'avaient point compris. Ils ne voulaient que la liberté et l'égalité politiques, non économiques et sociales. Et c'est pourquoi la liberté et l'égalité fondées par eux ont constitué, assis sur des bases nouvelles, la domination du bourgeois sur le peuple. Ils ont cru masquer cette contradiction en mettant comme troisième terme de leur formule révolutionnaire, la fraternité. Ce fut encore un mensonge. Je vous demande si la fraternité est possible entre les exploitateurs et les exploités, entre les oppresseurs et les opprimés ? Comment, je vous ferais suer et souffrir pendant tout un jour, et le soir, quand j'aurais recueilli le fruit de vos souffrances, car il n'y a point de justice pour le peuple.

Tant qu'il n'y aura point d'égalité économique et sociale, tant qu'une minorité quelconque pourra devenir riche, propriétaire, capitaliste, non par le propre travail de chacun, mais par l'héritage, l'égalité politique sera un mensonge. Savez-vous quelle est la vraie définition de la propriété héréditaire ? C'est la faculté héréditaire d'exploiter le travail collectif du peuple et d'asservir les masses.

frances et de votre sueur, en ne vous en laissant qu'une toute petite partie, afin que vous puissiez vivre, c'est-à-dire de nouveau suer et souffrir à mon profit, encore demain, le soir je vous dirais : Embussez-vous, nous sommes des frères ! Telle est la fraternité de la révolution bourgeoise.

Mes chers amis, nous voulons aussi, nous, la noble liberté, la salutaire égalité et la sainte fraternité. Mais nous voulons que ces belles, ces grandes choses cessent d'être des fictions, des mensonges, deviennent une vérité et constituent la réalité. Tel est le sens et le but de ce que nous appelons la révolution sociale.

Elle peut se résumer en peu de mots : Elle veut et nous voulons que tout homme qui nait sur cette terre puisse devenir un homme dans le sens le plus complet du mot, qu'il n'ait pas seulement le droit, mais tous les moyens nécessaires pour développer toutes ses facultés et



